

## I

(Communications)

CONFÉRENCE PARLEMENTAIRE DE L'ASSOCIATION  
ENTRE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE  
ET LES ÉTATS AFRICAINS ET MALGACHE ASSOCIÉS

## PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU MERCREDI 12 JANVIER 1972

PRÉSIDENTENCE DE M. PHILIPPE YACÉ

*Président sortant de la Conférence parlementaire de  
l'association*

La séance constitutive est ouverte à 11 h 35.

**Ouverture de la réunion annuelle de la Conférence**

M. Yacé déclare ouverte la réunion annuelle de la Conférence.

**Composition de la Conférence**

M. le Président informe la Conférence, conformément à l'article 4 paragraphe 2 du règlement, de la composition de celle-ci.

La liste des représentants à la Conférence sera annexée au procès-verbal de cette séance (Annexe I).

**Admission d'observateurs aux travaux de la Conférence**

En application des dispositions de l'article 2 de son règlement et sur proposition du bureau sortant, la Conférence décide d'admettre, en qualité d'observateurs à ses travaux, les représentants de l'île Maurice ainsi que des États membres de la Communauté de l'Afrique de l'Est, à savoir le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie (Annexe II).

**Élection du président**

La Conférence élit à l'unanimité M. Walter Behrendt, président de la Conférence.

PRÉSIDENTENCE DE M. WALTER BEHRENDT

*Président***Élection des vice-présidents**

La Conférence ratifie à l'unanimité les nominations suivantes :

Premier vice-président :

M. Philippe Yacé

Vice-présidents :

MM. Giovanni Bersani  
Marcel Marigoh M'Boua  
Francis Vals  
Ahmed Ould Die  
Jan Baas  
Jean-Baptiste Andrianatoro  
Louis Briot  
Alfred Nzondomyo

La séance, suspendue à 11 h 45, est reprise à 12 heures en séance solennelle.

PRÉSIDENTENCE DE M. WALTER BEHRENDT

*Président*

M. le Président salue la présence de Leurs Altesses Royales la princesse héritière Béatrix et du prince Claus.

Au cours de la séance solennelle, prennent la parole :

M. De Niet, *président de la première chambre des États généraux, au nom du Parlement néerlandais,*

M. Biesheuvel, *premier ministre du royaume des Pays-Bas*,

M. Philippe Yacé, *premier vice-président de la Conférence*,

M. Walter Behrendt, *président de la Conférence*.

La séance, suspendue à 13 heures, est reprise à 17 h 05.

#### PRÉSIDENCE DE M. WALTER BEHRENDT

##### *Président*

##### Dépôt de documents

M. le Président informe qu'il a reçu les documents suivants, depuis la dernière réunion de la Conférence :

##### a) *du Conseil d'association*

le septième rapport annuel d'activité du Conseil d'association à la Conférence parlementaire de l'association (doc. 36/I-II et doc. 36/III) ;

##### b) *de la commission paritaire*

— rapport de M. Jean-Charlot Bakouré, sur le compte de gestion de la Conférence parlementaire de l'association pour l'exercice 1970 ainsi que sur l'état prévisionnel pour l'exercice 1972 (doc. 37),

— rapport et rapport complémentaire de M. Armengaud sur le septième rapport général d'activité du Conseil d'association (doc. 36/I-II et doc. 36/III) à la Conférence parlementaire de l'association (doc. 38 et doc. 39),

— proposition de résolution présentée par la commission paritaire relative au mémorandum de la Commission des Communautés européennes sur la politique communautaire de coopération au développement (doc. 40),

ainsi que

— un document de travail de M. Glinne sur la coordination de l'action des vingt-quatre États partenaires de l'association dans le cadre des organisations internationales de coopération économique et de développement, notamment en application du protocole n° 5 de la Convention de Yaoundé II (CPA/CP/227/rév.).

##### Ordre des travaux

Sur proposition du bureau, la Conférence arrête comme suit l'ordre de ses travaux :

##### *Cet après-midi*

— Rapport de M. Jean-Charlot Bakouré sur le compte annuel de gestion de la Conférence

parlementaire de l'association pour l'exercice 1970 et sur le projet d'état prévisionnel pour l'exercice 1972 ;

— Exposé du président du Conseil d'association sur le septième rapport annuel d'activité du Conseil d'association à la Conférence parlementaire de l'association ;

— Exposé du président du Conseil des Communautés européennes.

*Jeudi 13 janvier 1972*

*à 10 heures et à 16 heures :*

— Rapport de M. Armengaud sur le septième rapport annuel d'activité du Conseil d'association à la Conférence parlementaire de l'association ;

— Document de travail de M. Glinne, sur la coordination de l'action des vingt-quatre États partenaires de l'association dans le cadre des organisations internationales de coopération économique et de développement, en application notamment du protocole n° 5 de la Convention de Yaoundé II.

*Vendredi 14 janvier 1972*

*à 9 h 30 :*

— Réunion du bureau ;

*à 10 heures :*

— Suite de la discussion du document de travail de M. Glinne ;

— Vote sur la proposition de résolution faisant suite au rapport de M. Armengaud ;

— Proposition de résolution présentée par la Commission paritaire et ayant trait au mémorandum de la Commission des Communautés européennes sur la politique communautaire au développement ;

— Nomination des membres et désignation du président et du vice-président de la commission paritaire.

##### Déclaration de M. Booleel, représentant de l'île Maurice

M. Booleel, ministre de l'agriculture de l'île Maurice, qui assiste en observateur à la Conférence, fait une brève déclaration.

##### Compte de gestion de la Conférence parlementaire de l'association pour l'exercice 1970 et projet d'état prévisionnel pour l'exercice 1972

M. Jean-Charlot Bakouré présente son rapport (doc. 37).

La Conférence adopte à l'unanimité la résolution suivante :

## RÉSOLUTION

sur le compte de gestion de la Conférence parlementaire de l'association pour l'exercice 1970  
ainsi que sur l'état prévisionnel pour l'exercice 1972

*La Conférence parlementaire de l'association,*

- vu son règlement financier <sup>(1)</sup>, et notamment ses articles 6 et 11,
- vu le rapport de sa commission paritaire (doc. 37),

1. fait siennes les considérations contenues dans le rapport ;
2. prend acte que les dépenses de la Conférence à charge de l'ensemble des États associés, en application de l'article 2 troisième alinéa du protocole n° 6 annexé à la Convention d'association, s'élèvent pour l'exercice 1970 à 215 922,89 francs français ;
3. donne décharge au secrétaire général du Parlement européen pour le compte de gestion de l'exercice 1970 ainsi arrêté ;
4. prend acte du projet d'état prévisionnel pour l'exercice 1972 des dépenses à charge du Parlement européen en application de l'article 2 troisième alinéa du protocole n° 6, dont le montant est fixé à 350 000 francs français ;
5. approuve l'état prévisionnel, pour l'exercice 1972 des dépenses à charge de l'ensemble des États associés en application de l'article 2 troisième alinéa du protocole n° 6, dont le montant est fixé à 216 000 francs français ;
6. décide de maintenir à 600 000 francs CFA la contribution de chaque État associé pour l'année 1972 ;
7. charge son président de transmettre la présente résolution et le rapport de la commission paritaire aux présidents des Parlements des États associés et du Parlement européen, ainsi qu'au Conseil d'association.

<sup>(1)</sup> JO n° 220 du 24. 12. 1965, p. 3232/65.

**Exposé de M. le Président du Conseil d'association**

M. le Cheikh Sidia, président en exercice du Conseil d'association, fait un exposé sur le septième rapport annuel d'activité du Conseil.

**Exposé du président en exercice du Conseil des Communautés**

M. Thorn, *président en exercice du Conseil des Communautés européennes*, fait un exposé.

PRÉSIDENCE DE M. PHILIPPE YACÉ

*vice-président*

**Modification de l'ordre du jour**

Sur proposition du président, la Conférence décide d'entendre cet après-midi la présentation du rapport

de M. Armengaud sur le septième rapport annuel d'activité.

**Septième rapport annuel d'activité du Conseil d'association**

M. Armengaud présente son rapport et son rapport complémentaire (doc. 38 et doc. 39).

**Ordre du jour de la prochaine séance**

La prochaine séance est fixée au jeudi 13 janvier 1972 à 10 heures avec l'ordre du jour suivant :

- suite de la discussion du rapport et du rapport complémentaire de M. Armengaud sur le septième rapport annuel d'activité ;
- document de travail de M. Glinne sur la coordination de l'action des vingt-quatre États partenaires de l'association.

La séance est levée à 18 h 55

## ANNEXE I

## MEMBRES DE LA CONFÉRENCE PARLEMENTAIRE DE L'ASSOCIATION

## Représentants du Parlement européen

MM.	Achenbach	Girardin
	Adams	Glinne
	Aigner	Habib-Deloncle
	Armengaud	Hunault
	Artzinger	M <sup>me</sup> Iotti
	Baas	MM. Jozeau-Marigné
	Behrendt	Laudrin
	Bermani	Lautenschlager
	Bersani	Lefèbvre
	Bos	Lücker
	Briot	Müller
	Broeks	Oele
	Brouwer	Pianta
	Califice	Pintus
	Carcassonne	Richarts
	Colin	Riedel
	Corona	Scarascia Mugnozza
	Cousté	Scardaccione
	Covelli	Scelba
	Dewulf	Schuijt
	Dupont	Seefeld
	Faller	Sourdille
	Fellermaier	Spénale
M <sup>lle</sup>	Flesch	Terrenoire
MM.	Furler	Triboulet
	Galli	Vals
	Gerlach	Werner

## Représentants des États africains et malgache associés

<i>Pays</i>	<i>Membres</i>	<i>Délégués</i>
BURUNDI		Nzeyimana Laurent Ntakabanyura Joseph
CAMEROUN	Marigoh M'Boua Marcel N'Goo Mebe Jean Nsakwa Peter Ngi	
CENTRAFRIQUE		Bougalana Félix Sevot Clément
CONGO (Brazzaville)		Macosso François Luc Galibali Lambert
CÔTE-D'IVOIRE	Yacé Philippe Coulibaly Gon Ebagnitchie Edouard	
DAHOMÉY		Sourou Migan Apithy Faboumy Cyrille
GABON	Damas Aleka Georges Bouanga Raphaël Megnier Mbo Joseph	
HAUTE-VOLTA	Bouda François Kondombo	
MADAGASCAR	Andriamirado Abdon Andrianatoro Jean-Baptiste Randrianasolo Justin	
MALI		Sissoko Alioune
MAURITANIE	Ahmed Ould Die Mohamed Fall Babaha Mohamed Moulaye	
NIGER	Gaoh Amadou Perret François	
RWANDA	Bagaragaza Thaddée Mudenge Canisius Ndahayo Claver	
SÉNÉGAL	N'Diaye Abdoul Guillabert André	
SOMALIA		Mohamed Ismail Kahin
TCHAD	Bakouré Jean-Charlot Abderhaman Ali Sileck Mahamat Moumine	
TOGO		Dagadou Victor-Emmanuel
ZAÏRE	Nzondomyo Alfred Kassongo Justin Malumba Gustave	

---

**ANNEXE II****OBSERVATEURS****— ÎLE MAURICE**

Satcam Booleel  
Raouf Bundhun  
Leckning Cyril

*Ouganda*

Steven Ariko Meala  
C.A. Ochime  
Opu Mathieu

**— COMMUNAUTÉ DE L'AFRIQUE DE L'EST***Kenya*

W. Ndolo Aya  
Ndungu Mwicigi George  
S.M. Ki Vutu

*Tanzanie*

M.D. Bomani  
J.J. Mungai  
A.S. Issa

---

## PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU JEUDI 13 JANVIER 1972

PRÉSIDENCE DE M. WALTER BEHRENDT

*Président*

La séance est ouverte à 10 heures.

**Adoption du procès-verbal**

Le procès-verbal de la séance précédente est adopté.

**Septième rapport annuel d'activité du Conseil d'association (suite)**

Dans la discussion intervient M. Deniau, *membre de la Commission des Communautés européennes*.

**Modification de l'ordre du jour**

Sur proposition du président, la Conférence décide de procéder à la discussion du document de travail de M. Glinne sur la coordination de l'action des vingt-quatre États partenaires de l'association dans le cadre des organisations internationales de coopération économique et de développement.

**Coordination de l'action des partenaires de l'association**

M. Glinne présente le document de travail.

Dans la discussion intervient M. Dewulf.

PRÉSIDENCE DE M. MARIGO M'BOUA

*Vice-président*

Dans la suite de la discussion interviennent MM. Perret, Mohamed Ismail Kahin.

Sur proposition de M. Sissoko, la Conférence décide le renvoi du document de travail à la commission paritaire.

**Septième rapport annuel d'activité du Conseil d'association (suite)**

Dans la suite de la discussion interviennent MM. N'Diaye, Berkhouwer, suppléant M<sup>lle</sup> Flesch, et Briot.

La séance, suspendue à 12 h 35, est reprise à 16 h 10.

PRÉSIDENCE DE M. BAAS

*Vice-président*

Dans la suite de la discussion interviennent MM. Dewulf, Andrianatoro, Nzeyimana, Bermami, Oele, M<sup>me</sup> Iotti, MM. Marigoh M'Boua, Noë, suppléant M. Scardaccione, le Cheikh Sidia, *président en exercice du Conseil d'association*, MM. Nzondomyo Mohamed Kahin, Sissoko, Armengaud, *rapporteur*.

La Conférence adopte la résolution suivante :

## RÉSOLUTION

sur le septième rapport annuel d'activité du Conseil d'association

*La Conférence parlementaire de l'association,*

- réunie à La Haye du 12 au 14 janvier 1972, en application de l'article 52 de la Convention d'association entre la Communauté économique européenne et les États africains et malgache, signée à Yaoundé le 29 juillet 1969,
- ayant pris connaissance du 7<sup>e</sup> rapport annuel d'activité du Conseil d'association (doc. 36/I-II) et du rapport de la Commission des Communautés européennes au Conseil sur la gestion de la coopération financière et technique pour l'année 1970 (doc. 36/III),
- ayant entendu les exposés des présidents du Conseil d'association et du Conseil des Communautés, ainsi que du représentant de la Commission des Communautés européennes,
- vu le rapport et le rapport complémentaire présentés par M. Armengaud au nom de la commission paritaire (doc. 38 et 39),

**I. en ce qui concerne les problèmes actuels de l'association :****a) les institutions :**

1. se félicite de l'activité institutionnelle de l'association après l'entrée en vigueur de la nouvelle convention et de la coopération fructueuse qui a pu ainsi être assurée entre la CEE et les EAMA ;

2. regrette toutefois que les réunions du Conseil d'association aient parfois un caractère formaliste et souhaite que les solutions appropriées soient recherchées en vue de permettre à tous les partenaires de l'association, qui devraient être toujours représentés devant le Conseil au niveau gouvernemental, de poursuivre activement la réalisation d'un véritable dialogue politique entre la CEE et les EAMA ;

**b) les échanges commerciaux :**

3. constate avec regret que, tout en progressant à un rythme élevé, les échanges commerciaux au sein de l'association n'ont pas connu en 1970 une évolution aussi dynamique que celle des deux années précédentes et qu'en 1971 cette tendance s'est aggravée ;

4. relève que les données relatives à l'évolution des échanges font ressortir que l'existence de l'association n'a porté aucun préjudice aux relations commerciales de la CEE avec les autres pays en voie de développement, ni à l'ouverture des EAMA sur le monde extérieur ;

5. exprime sa vive préoccupation pour les difficultés actuelles du commerce international, notamment en ce qui concerne, d'une part, les tendances protectionnistes apparues récemment sur la scène mondiale — dont l'effet s'ajoute à la mise en compétition entre eux des pays en voie de développement — et, d'autre part, la fluctuation des prix des matières premières et la détérioration des termes de l'échange au détriment de ces pays ;

6. s'inquiète également du déséquilibre existant dans les mesures prises par les pays industrialisés en matière de préférences généralisées ;

7. recommande, dans le cadre du renouvellement des préférences généralisées au 1<sup>er</sup> janvier 1972 décidé par la CEE, le strict respect de la clause stipulant qu'afin d'éviter que les EAMA n'aient à subir de préjudice, la CEE se réserve de prendre, dans le cadre de son système de préférences, les dispositions nécessaires pour corriger toute situation défavorable qui serait constatée ;

8. estime que la CEE devrait réexaminer à fond, à l'avenir, la situation des préférences généralisées en ce qui concerne les EAMA, étant donné que ces pays, après avoir perdu leur exclusivité dans l'accès préférentiel au marché des Six, ne bénéficient pas de la contrepartie qui aurait dû être représentée par l'accès préférentiel aux marchés des autres pays industrialisés et notamment des États-Unis ;

9. exprime le vœu que la prochaine conférence des Nations unies pour le commerce et le développement à Santiago, soit l'occasion d'un renforcement des mécanismes de consultation entre la CEE, ses États membres et les EAMA aux fins de l'élaboration et de la défense de points de vue communs ;

10. invite la CEE et les EAMA à promouvoir ensemble, lors de cette conférence, des mesures efficaces visant à régulariser, au plan mondial, le commerce des produits de base, le succès d'une telle politique étant une condition essentielle du progrès économique du tiers monde ;

11. invite également la Commission et le Conseil des Communautés à prendre toute mesure utile en vue d'assurer, dans tous les États membres, une distinction sans équivoque entre les produits tropicaux alimentaires naturels (vanille par exemple) et leurs substituts, ceci en développant auprès des consommateurs la promotion des produits naturels qu'il ne suffit pas d'apprécier selon le seul critère de non toxicité, mais également selon des critères de qualité et d'origine ;

**c) la coopération financière et technique :**

12. exprime sa vive satisfaction pour la rapidité avec laquelle s'est réalisé le démarrage du 3<sup>e</sup> Fonds européen de développement, grâce à l'efficace préparation assurée par les services de la Commission des Communautés ;



13. apprécie l'orientation du 3<sup>e</sup> FED visant à concentrer les efforts en faveur du développement des secteurs économiques directement productifs, notamment par une modernisation de l'économie agricole et par la formation des hommes non seulement dans le domaine de la production, mais encore de la commercialisation et de la gestion des entreprises ;
14. estime qu'un effort accru devrait être fait par les EAMA, avec le concours financier et technique de la CEE, en vue d'une meilleure commercialisation de leurs produits et d'une promotion effective de leurs ventes sur le marché européen ;
15. est d'avis qu'une telle action dans le domaine de la promotion commerciale pourrait également contribuer à résoudre en partie les problèmes que pose la fabrication, dans les EAMA, de produits destinés aux marchés des pays développés, l'industrialisation des EAMA ne devant pas être uniquement orientée vers la seule satisfaction des besoins des marchés locaux ;
16. considère essentiel pour le développement industriel des EAMA, en tout état de cause, un effort accru de coordination entre les pays africains eux-mêmes à l'échelon d'espaces économiques viables ;
17. souligne avec force la nécessité de faire en sorte que la capacité globale d'intervention du Fonds européen de développement ne soit pas affectée par des modifications du système monétaire international et que les États membres de la CEE prennent les dispositions exceptionnelles qui s'avèrent nécessaires ;

*d) l'adhésion de l'île Maurice :*

18. prend acte de la demande d'adhésion à la Convention de Yaoundé présentée par l'île Maurice et invite la CEE à mener rapidement à terme — dans le respect de l'article 60 de cette Convention — les négociations avec ce pays, de manière à permettre l'entrée en vigueur de l'accord d'association dans le cadre de la Convention actuelle ;

*e) l'élargissement de la Communauté :*

19. relève que les EAMA ont été régulièrement tenus au courant de l'évolution, en ce qui les concerne, des négociations avec les États candidats à l'adhésion et des perspectives qu'offrirait aux pays associés l'élargissement de la Communauté ;
20. prend acte avec satisfaction des accords intervenus entre la Communauté et les États candidats à l'adhésion au sujet des orientations à prendre par la future Communauté élargie, après l'expiration de la Convention de Yaoundé II, à l'égard des EAMA et des pays du Commonwealth en voie de développement ;
21. se félicite de l'engagement pris par la CEE — qui devra être inscrit dans le traité d'adhésion — en vue d'une extension éventuelle de la politique d'association, d'une part, de sauvegarder l'acquis communautaire dans le domaine des relations avec les associés de la première heure et, d'autre part, de tenir compte des intérêts des pays associés, ainsi que des pays en voie de développement du Commonwealth, « dont l'économie dépend dans une mesure considérable de l'exportation des produits de base et notamment du sucre » ;

**II. en ce qui concerne l'avenir de l'association :**

22. estime que la raison d'être de l'association et de ses mécanismes de coopération devra être recherchée à l'avenir dans un ensemble d'engagements réciproques dépassant le seul domaine de l'aide financière et des préférences tarifaires, de manière à créer une vaste communauté d'intérêts entre les partenaires sur la base d'un développement solidaire ;
23. est d'avis que, dans cette perspective, les lignes directrices de la politique de l'association devraient être les suivantes :
  - a) dans le domaine de la coopération économique, la coordination des politiques économiques des partenaires et l'adaptation des tâches de production devraient avoir pour effet de favoriser certaines productions agricoles et industrielles des EAMA, les pays européens devant accepter — en raison des responsabilités grandissantes de

l'Europe en matière d'aide au tiers monde — que leurs structures économiques répondent non seulement aux impératifs d'une meilleure coordination réciproque, mais aussi à l'exigence d'une participation croissante et accélérée des pays en voie de développement au progrès économique ;

- b) dans le domaine des échanges, le renforcement du contenu commercial de l'association serait notamment fondé sur une gamme aussi complète que possible de mesures structurelles et d'aides de nature à développer et à diversifier la production ainsi qu'à améliorer la commercialisation.

Ces mesures comprendraient :

- l'organisation des marchés ;
  - le recours aux accords mondiaux et, lorsque ceux-ci s'avéreraient impossibles, l'établissement entre la Communauté élargie et les États associés d'accords régionaux ouverts à l'adhésion d'autres partenaires intéressés ;
  - pour certains produits, l'établissement d'accords comparables à celui que la Communauté élargie s'est engagée à mettre en œuvre pour le sucre ;
  - des aides communautaires conjuguées avec l'action menée par les organisations propres aux États associés, dans les domaines de la régulation des prix, de la productivité et de la diversification. De telles aides devraient être adaptées en fonction de l'évolution des marchés et de l'importance des produits en cause pour l'économie du pays considéré et avoir pour but d'améliorer la condition des producteurs ;
- c) dans le domaine de la coopération financière, il faudra prévoir l'apport au titre du FED et de la BEI de moyens financiers dont le volume et les modalités soient tels qu'il n'y ait pas de recul par rapport à la coopération jusqu'alors assurée aux EAMA et que les Associés nouveaux bénéficient également d'un effort approprié de la Communauté élargie ;
- d) dans le domaine de la coopération technique, l'effort devra notamment porter sur une diffusion renforcée de la science et des techniques modernes, en les adaptant au milieu où elles s'appliqueront, leur effet étant décisif pour le développement culturel et économique des jeunes nations et plus particulièrement des EAMA ;
- e) dans le domaine institutionnel, la continuation et le renforcement du dialogue entre les partenaires exigent que l'association comporte notamment une politique commerciale efficace, traduisant et assurant une réelle communauté d'intérêts économiques ;

24. charge son président de transmettre la présente résolution et le rapport y afférent au Conseil d'association, au Parlement européen et aux parlements des États associés, ainsi qu'au Conseil et à la Commission des Communautés européennes et, pour information, à la Banque européenne d'investissement.

---

#### Ordre du jour de la prochaine séance

La prochaine séance est fixée au vendredi 14 janvier 1972 à 9 h 30 avec l'ordre du jour suivant :

- Discussion et vote de la proposition de résolution relative au mémorandum de la Commission des Communautés européennes sur la politique communautaire au développement ;
- Nomination des membres et du président et vice-président de la commission paritaire.

La séance est levée à 18 h 35

---

**PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU VENDREDI 14 JANVIER 1972****PRÉSIDENTE DE M. WALTER BEHRENDT***Président*

La séance est ouverte à 9 h 30.

**Adoption du procès-verbal**

Le procès-verbal de la séance précédente est adopté.

**Déclaration de M. Mark Bomani, au nom de la Communauté de l'Afrique de l'Est**

M. Mark Bomani, qui assiste en observateur à la Conférence, fait une brève déclaration.

**Politique communautaire de développement**

M. Armengaud présente la proposition de résolution relative au mémorandum de la Commission des Communautés européennes sur la politique communautaire de coopération au développement (doc. 40).

La Conférence adopte à l'unanimité la résolution suivante :

**RÉSOLUTION**

relative au mémorandum de la Commission des Communautés européennes sur la politique communautaire de coopération au développement

*La Conférence parlementaire de l'association,*

— considérant l'importance que le mémorandum de la Commission des Communautés européennes sur la politique communautaire de coopération au développement (doc. SEC (71) 2700 du 27. 7. 1971) peut revêtir pour l'avenir de l'association,

se propose d'examiner ce document, sur rapport de sa commission paritaire, lors de sa prochaine session.

---

**Nomination des membres de la commission paritaire**

Sur proposition du bureau, la Conférence procède à la nomination des membres de la commission paritaire et prend acte du fait que les représentants des États associés ont procédé à la désignation de membres suppléants.

La liste des membres titulaires et suppléants sera annexée au procès-verbal de la présente séance.

**Désignation du président et du vice-président de la commission paritaire**

La Conférence désigne, par acclamations, MM. N'Goo Mebe et Achenbach comme président et vice-président de la commission paritaire.

**Adoption du procès-verbal**

Le procès-verbal de la présente séance est adopté.

**Clôture de la réunion annuelle**

Le président déclare close la 8<sup>e</sup> réunion annuelle de la Conférence parlementaire de l'association.

La séance est levée à 9 h 45

---

## ANNEXE

## MEMBRES DE LA COMMISSION PARITAIRE

Représentants du Parlement européen <sup>(1)</sup>

MM.	Achenbach	Mlle	Flesch
	Aigner	MM.	Galli
	Armengaud		Glinne
	Bersani	M <sup>me</sup>	Iotti
	Briot	MM.	Laudrin
	Colin		Schuijt
	Corona		Seefeld
	Dewulf		Spénale
	Fellermaier		Werner

<sup>(1)</sup> Les représentants du Parlement européen à la commission paritaire sont les membres composant la commission des relations avec les pays africains et malgache.

## Représentants des États associés

<i>Pays</i>	<i>Titulaires</i>	<i>Suppléants</i>
BURUNDI	MM. Nzeyimana Laurent	
CAMEROUN	N'Goo Mebe Jean	MM. Nsakwa Peter Ngi
CENTRAFRIQUE	Sevot Clément	Bougalana Félix
CONGO (Brazzaville)	Galibali Lambert	Macosso François Luc
CÔTE-D'IVOIRE	Ebagnitchie Edouard	Coulibaly Gon
DAHOMÉY	Faboumy Cyrille	
GABON	Bouanga Raphaël	Megnier Mbo Joseph
HAUTE-VOLTA	Bouda François	Kondombo Norbert
MADAGASCAR	Andrianatoro Jean-Bapt.	Randrianasolo Justin
MALI	Sissoko Alioune	
MAURITANIE	Mohamed Fall Babaha	Moulaye Mohamed
NIGER	Gaoh Amadou	Perret François
RWANDA	Ndahayo Claver	Mudenge Camisius
SÉNÉGAL	Guillabert André	N'Diaye Abdoul
SOMALIA	Mohamed Ismail Kahin	
TCHAD	Bakouré Jean-Charlot	Abderhaman Ali Sileck
TOGO	Dagadou Victor-Emmanuel	
ZAIRE	Kassongo Justin-Marie	Malumba Gustave